

**Andes-Caraïbes-Panama : brèves n°9 de la semaine du 24 février au 2 mars 2017**  
(Avec la contribution des Services Economiques de la région)

### BARBADE

**Destitution du Gouverneur de la Banque centrale, devenu critique.** A l'issue d'un bref bras de fer légal, le Gouverneur a été démis de ses fonctions, au cœur de son second mandat et alors qu'il était en place depuis 2009. A l'initiative du gouvernement, le Gouverneur Delisle Worrell est contraint de se retirer après avoir publiquement critiqué la perte de contrôle des finances publiques et remis en cause le financement monétaire du déficit budgétaire, outil massivement utilisé et qui vaut aux réserves de change de se situer actuellement autour de 10 semaines d'importations et à la dette publique brute d'être montée à 157 % du PIB fin 2016. Le Ministre des Finances Chris Sinckler a donné dans la foulée une conférence de presse pour assurer qu'une dévaluation du dollar barbadien demeurerait écartée et que toute discussion avec le FMI était fermement rejetée. M.Cleviston Haynes, vice-Gouverneur, récupère le poste de Gouverneur à titre intérimaire.

### COLOMBIE

**Nouvelle baisse du taux directeur de la Banque centrale.** Après une première baisse en décembre (qui marquait la fin de 4 années de hausse continue), l'organisme émetteur a décidé d'abaisser une nouvelle fois son taux directeur de 25 pb, le passant à 7,25%, surprenant la plupart des spécialistes. La Banque de la République espère ainsi redynamiser l'économie colombienne après les chiffres de la croissance de la semaine dernière (+2% en 2016), dans un contexte où par ailleurs l'inflation se stabilise (5.47% en g.a. en janvier). Cette décision traduit également l'inquiétude de la Banque Centrale face à la morosité ambiante révélée par les mauvais chiffres de l'indice de confiance du consommateur publiés il y a deux semaines (-30,2%, soit une baisse de 48 points en deux ans).

**La France à l'honneur dans le domaine de la Ville durable.** Les 20, 22 et 23 février derniers se sont tenus à Bogota, Medellin et Cali respectivement les séminaires « Regards croisés sur les villes durables ». Organisés dans le cadre de l'Année France-Colombie 2017, ces rencontres ont été inaugurées à Bogota par la Ministre de l'habitat, de la ville et du territoire et à Medellin et Cali par les maires de ces villes. Elles ont réuni plus de 1200 personnes dans les trois villes avec à chaque fois la présence de 8 experts français (Ministère de l'Environnement, Vivapolis, ADEME, APUR, CEREMA), l'intervention de 25 entreprises françaises et de 20 organisations colombiennes en moyenne par journée.

### CUBA

**Cuba et le Japon signent un MOU dans le domaine des infrastructures.** A l'occasion de la tenue d'un forum économique bilatéral à La Havane centré sur les infrastructures, René Mesa, Ministre cubain de la construction, Eduardo Rodríguez, Vice-ministre cubain des transports, et Hirofumi Hanaoka, Vice-ministre japonais de la terre, des infrastructures, du transport et du tourisme ont ratifié un MOU de coopération dans ce secteur. Les domaines prioritaires concernés seront l'introduction de nouvelles technologies permettant d'améliorer l'efficacité du processus de construction, ainsi que la qualité des matériaux des futures infrastructures du tourisme et du transport.

**Belle campagne sucrière en perspective.** D'après le consortium cubain AZCUBA, la récolte 2017 de canne à sucre, débutée en novembre 2016, aurait déjà dépassé le million de tonnes, soit un niveau qui n'avait plus été atteint depuis 15 ans. Les experts du groupe prévoient ainsi pour cette saison des volumes récoltés en hausse de 27% et une production finale (qui se terminera en avril) supérieure de 45% par rapport à la campagne précédente.

**Le niveau des recettes fiscales suggère une forte croissance de l'activité privée en 2016.** D'après l'Office national d'administration fiscale (ONAT), en 2016, les revenus déclarés des cuentapropistas ont représenté 5,1 Mds de pesos cubains, soit 1,275 Md de plus qu'en 2015 (+33%). Ce résultat pourrait être considéré comme un indicateur de la forte croissance qu'a connu ce secteur d'activité en 2016, à mettre en parallèle à l'essor du tourisme (+15% sur la même période).

### EQUATEUR

**Point sur la dette publique domestique.** Selon le dernier rapport de financement du Ministère des finances, l'Etat a émis au mois de janvier 907,3 M USD en bons domestiques, dont 550 M USD à 4 ans, à un taux moyen de 1,53%, achetés par l'Institut national de Sécurité Sociale (IESS). Au 31 janvier, la dette intérieure était de 12,9 Md USD (dont 7,7 Md USD émis en 2016), soit pratiquement stable sur un an. Par ailleurs, le vendredi 24 février, la Banque Centrale a octroyé un prêt de 416 MUSD à l'Etat. La dette de l'Etat vers la Banque Centrale s'élève désormais à 5,3 Md USD.

### PANAMA

**La dette publique passe la limite des 40 % du PIB.** Selon les données préliminaires du Ministère des Finances, le niveau de dette publique nette de 21,6 Md USD enregistré fin 2016 est équivalent à 40,1 % du PIB. Alors qu'il était tombé de 70 à 35 % du PIB entre 2004 et 2013, il s'agit de la troisième hausse consécutive de ce ratio. La dette passerait ainsi au-dessus de la limite de 40 % prévue par la loi de responsabilité budgétaire. Par ailleurs, la dette des 4 principales entreprises publiques sortie des chiffres consolidés du Secteur public non financier a augmenté de 29 % en 2016, à 2,29 Md USD.

## PEROU

**Les transferts d'argent depuis l'étranger ont augmenté de 5,8% en 2016.** D'après la Banque Centrale, ces transferts (« remesas ») ont atteint un total de 2,9 Md USD en 2016. Les États-Unis sont le premier pays émetteur avec 1 Md USD. Les autres principaux pays émetteurs sont le Chili (299 M USD), l'Italie (254 M USD), l'Espagne (242 M USD), le Japon (219 M USD) et l'Argentine (154 M USD).

**La construction de l'aéroport de Chinchero (Cuzco) est suspendue pendant 3 mois.** La « Contraloria » (l'équivalent de la Cour des Comptes) commence la préparation d'un rapport qui sera prêt d'ici trois mois environ. Le Ministère de Transport et de Communication et le consortium Kuntur Wasi qui avait remporté l'appel d'offres ont décidé cette suspension de la construction dans l'attente de ce rapport, dont les recommandations finales pourraient aller jusqu'à l'annulation du contrat. La « Contraloria » s'inquiète des surcoûts pour l'État, estimant que ce dernier pourrait payer jusqu'à 1,1 Md USD, contre une proposition initiale de 500 M USD.

## REPUBLIQUE DOMINICAINE

**Le Président annonce plusieurs projets qui pourraient bénéficier à l'offre française.** Lors de son traditionnel discours de bilan annuel, le Président Danilo Medina a annoncé un nouveau plan d'aménagement de quartiers précaires qui concerne environ 45 000 personnes (parc fluvial, construction d'écoles, de parcs, aménagement, éclairage et drainage des rues, politique d'emploi des habitants, etc). Il a aussi annoncé les changements institutionnels suite à l'approbation de la nouvelle loi sur les transports et la création de l'Institut pour les transports (INTRAN) avec l'objectif de mettre en place un modèle intégré des transports à Saint-Domingue. Enfin, le gouvernement priorise l'eau et l'assainissement avec la mise en place d'un mécanisme de coordination du secteur. Danilo Medina a également rappelé que 3 projets d'énergie renouvelable pour un total de 110 MW avait été inaugurés l'année dernière (Parc éolien Larimar, centrale de biomasse San Pedro Bio Energy et une ferme solaire développé par la firme taiwanaise Generel Energy Solutions pour un investissement de 110 MUSD).

**Affaire Odebrecht - suite - la justice déclare « irrecevable » l'accord conclu entre le parquet et le groupe brésilien.** Compte tenu de la gravité des faits, le juge d'instruction saisi du dossier a décidé le 1er mars de ne pas homologuer l'accord de conciliation avec Odebrecht que le parquet avait déposé le 10 février dernier, considérant qu'une procédure « juridiquement plus rigoureuse » devait être suivie. Cet accord, dont les termes sont confidentiels, prévoirait le versement par Odebrecht d'une amende égale au double des commissions qui auraient été versées (184 M USD), la transmission en mai prochain (soit un mois avant les autres pays de la région concernés par l'affaire) des informations détenues au Brésil et, en contrepartie, la possibilité pour l'entreprise incriminée de participer à nouveau aux appels d'offres.

## SURINAME

**Fitch Ratings dégrade la notation souveraine aux frontières du défaut.** L'agence a revu de B+ à B- sa notation du risque souverain à long terme en monnaie locale comme en devises, avec perspectives négatives. Elle argue notamment des progrès trop lents réalisés en matière d'ajustement fiscal, lenteur qui a conduit à la suspension de l'accord de confirmation conclu en mai 2016 avec le FMI. Le retard dans l'augmentation des tarifs électriques s'avère particulièrement coûteux. Avec une récession de -10,4 % en 2016, qui se poursuivrait en 2017, l'Etat a enregistré un déficit consolidé de -8 % du PIB qui a porté sa dette à un niveau de 65,1 % du PIB fin 2016. Seul point positif, le déficit courant a chuté de -19,4 % du PIB en 2015 à -3,6 % du PIB en 2016, entièrement financé par l'investissement dans la mine d'or de Newmont.

## VENEZUELA

**Achats du secteur public.** Selon la BCV, 91,8% des achats du secteur public s'effectuent au taux officiel DIPRO (10 bolivars/USD) et 8,2% au taux officiel DICOM (700 bolivars/USD), donnant un taux moyen de 66,2 bolivars/USD.

**Corruption dans l'exécution des projets du secteur électrique.** Le rapport d'enquête de l'Assemblée Nationale portant sur l'exécution de 42 projets de génération et de distribution électrique entre 2005 et 2015 souligne de multiples « irrégularités administratives » pour un montant de 24,7 Md USD.

**Emigration en forte hausse.** Face à l'aggravation de la situation économique et sans espoir de changement politique à court terme, près de 50% des Vénézuéliens souhaitent désormais partir à l'étranger, contre 15% en février 2015. Plus inquiétant, 88% des jeunes diplômés souhaitent quitter le pays. Le principal problème des entreprises publiques et privées, en 2017, sera l'hémorragie de leurs employés, en particulier les cadres moyens et supérieurs, qui peuvent gagner 15 à 20 fois plus en dehors du Venezuela. Les récentes mesures en faveur des demandeurs de visas de résidence par des Vénézuéliens, mises en place par le Pérou, le Chili et l'Argentine, devraient encore accentuer cette tendance.